

La situation, malgré tout, est toujours volatile.

En effet, il existe la possibilité réelle d'une reprise des combats au printemps, surtout en Bosnie.

Comme vous le savez, le gouvernement croate a annoncé en janvier qu'il ne prolongerait pas le mandat de la FORPRONU [Force de protection des Nations Unies] après le 31 mars et que les forces onusiennes devraient se retirer avant la fin du mois de juin.

Après sa rencontre dimanche dernier à Copenhague avec le vice-président américain, le président croate, M. Tudjman, a annoncé qu'il est maintenant disposé à considérer de nouveau la présence continue de troupes onusiennes en Croatie. Le Canada accueille favorablement cette annonce.

En effet, comme le premier ministre l'a expliqué le mois dernier à une délégation de parlementaires croates, le Canada croit que la décision de mettre fin au mandat de la FORPRONU en Croatie est une erreur grave qui risque d'engendrer une guerre plus élargie.

Nous espérons que les Serbes-croates accepteront ce nouveau mandat et que la présence continue de troupes onusiennes pourra éviter une reprise des hostilités.

Nous consulterons avec l'ONU et nos alliés à New York afin de nous assurer que le nouveau mandat en Croatie soit réalisable et efficace, même avec un nombre réduit de troupes.

Même si le conflit en Croatie ne s'enflamme pas de nouveau, le conflit pourrait facilement reprendre en Bosnie, où l'accord actuel de cessation des hostilités expire le 1^{er} mai. Nous avons déjà des indications que toutes les parties en Bosnie profitent du cessez-le-feu pour se préparer à une reprise des hostilités.

L'ONU, le groupe de contact et l'ICFY [Conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie] essaient tous d'éviter une reprise des hostilités et de trouver une solution globale au conflit en ex-Yougoslavie.

Le groupe de contact a proposé au président serbe, M. Milosevic, un plan sous les termes duquel il recevrait un allègement des sanctions à condition qu'il reconnaisse les républiques de l'ex-Yougoslavie.

Mon homologue français, M. Alain Juppé, a invité les présidents Izetbegovic, Tudjman et Milosevic à un sommet avec le président Mitterrand pour accélérer le processus de paix. Si le sommet réussit, une conférence internationale suivra pour bâtir sur ce développement.